

ARRÊTE DE CIRCULATION POUR TRAVAUX
AVENUE DE LA MARTELLE 81 150 TERSSAC

ARRÊTÉ N°28-2026

LE MAIRE DE TERSSAC

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

VU le Code Pénal, articles R610-5 relatif à la repression des infractions aux arrêtés de police,

VU le code de la route et les articles R325-12 et R417-10 prescrivant la mise en fourrière des véhicules en stationnement gênant,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 5 novembre 1992,

VU la demande formulée le 17 septembre 2026 par Société SRL ALBI représentée par Monsieur Nicolas LAVIOLETTE, au 21, rue Evariste Galois - 81000 ALBI.

Considérant qu'il importe de prendre toutes les dispositions permettant d'assurer la sécurité des usagers et des personnes exécutant les travaux souterrains du réseau électrique au 3, avenue de la Martelle - 81 150 TERSSAC -.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : A compter du JEUDI 1^{ER} OCTOBRE 2026 et pendant 30 jours calendaires, date prévisionnelle des travaux de la Société SRL ALBI, la circulation sera alternée dans les deux sens de circulation, par feux tricolores, avec basculement de circulation sur chaussée opposée.

ARTICLE 2 : Le stationnement et le dépassement seront interdits sur la zone des travaux pour les véhicules légers et poids lourds. L'accès aux riverains sera maintenu.

ARTICLE 3 : La Société SRL ALBI s'engage à avertir les services des ordures ménagères de la Communauté des Communes de l'Agglomération de l'Albigeois afin de perturber le moins possible la collecte des déchets ménagers.

ARTICLE 4 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de la Société SRL ALBI.

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi qu'à la Mairie de Terssac.

ARTICLE 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur. Les véhicules en stationnement gênants seront immédiatement enlevés, et conduits en fourrière.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire de la commune de Terssac et le lieutenant-colonel commandant du groupement de gendarmerie de Réalmont sont chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Terssac, le 22 septembre 2026

Le Maire



Copie pour information : – Gendarmerie

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse ou d'un recours gracieux auprès de la Mairie de Terssac, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut une décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra être déférée au Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télerecours citoyen" accessible sur le site internet www.telerecours.fr.